

10PE

**RÉPUBLIQUE FRANÇAISE**  
**PRÉFECTURE DE LA MEUSE**

**D.R.I.R.E.**  
Région Lorraine

29 NOV. 2001

**DIRECTION DES LIBERTÉS PUBLIQUES ET DE LA**  
**RÉGLEMENTATION**  
**BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT ET DE L'URBANISME**

**D.R.I.R.E.**

**Arrêté n°2001-2727**

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL**

Le PRÉFET de la MEUSE

VU le Code de l'environnement et notamment le livre V, article L512-7,

VU le décret n°77-1133 du 21 septembre 1977 modifié pris en application de la Loi n°76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement (codifiée au titre 1<sup>er</sup> du Livre V du Code de l'Environnement),

VU l'arrêté ministériel du 10 mai 2001 relatif à la prévention des accidents majeurs impliquant des substances ou des préparations dangereuses présentes dans certaines catégories d'installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation,

VU la circulaire ministérielle du 10 mai 2001 relative à la prévention des accidents majeurs impliquant des substances ou des préparations dangereuses présentes dans certaines catégories d'installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation (application de la directive Seveso II)

VU l'arrêté préfectoral n°2.473 du 5 juillet 1976 autorisant la société ICI à exploiter une usine de produits chimiques sur la Zone Industrielle de Baley Court à VERDUN modifié par les arrêtés préfectoraux n°87.1123 du 30 avril 1987, n°88.2422 du 24 juin 1988, n°88.2419 du 30 juin 1988, n°91.0003 du 2 janvier 1991, n°92.1950 du 7 mai 1992, n° 92-2115 du 22 mai 1992, n°92.3128 du 8 juillet 1992, n°93.2383 du 19 octobre 1993, n°94.3269 du 18 octobre 1994, n°95.0177 du 26 janvier 1995, n°96.1058 du 7 juin 1996, n°96.2547 du 28 novembre 1996, n°98.1814 du 6 août 1998, n° 99-509 du 11 mars 1999, 2000-2122 du 20 septembre 2000 et 2000-2951 du 18 décembre 2000,

VU l'arrêté préfectoral n° 92-703 du 19 février 1992 relatif à l'autosurveillance des rejets de l'établissement,

VU les récépissés de déclaration des 14 mai 1979 et 3 juin 1996 délivrés à la société ICI C&P France SA,

VU l'arrêté préfectoral n° 2001-1386 autorisant la société INEOS CLHOR France à reprendre l'exploitation des activités de l'usine autorisée par les arrêtés préfectoraux et récépissés susvisés,

VU le rapport du 16 août 2001 du Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement,

VU l'avis du 29 octobre 2001 du Conseil Départemental d'Hygiène,

CONSIDÉRANT que la société INEOS CHLOR France ne dispose pas, pour l'ensemble de l'établissement de VERDUN, d'études de dangers datant de moins de cinq ans répondant aux critères réglementairement exigés,

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture,

**ARRÊTE**



Article 1. La société INEOS Chlor France est tenue de produire, selon les critères définis par la circulaire ministérielle du 10 mai 2000 susvisée, des études des dangers présentés par ses installations implantées sur la zone industrielle de Baleycourt à VERDUN selon l'échéancier suivant :

Atelier CERECHLOR-unité de vaporisation ..... 31 mars 2002  
Tous stockages et connexes (sauf chlore)-utilités ..... 31 décembre 2002

Article 2. Avant le 31 décembre 2001, la société INEOS Chlor France devra produire un document justifiant que l'ensemble des installations classées de l'établissement de Baleycourt est couvert par une étude des dangers. Les études complémentaires induites par cette obligation seront transmises à M le Préfet avant cette date.

Article 3. En vue de l'information des tiers

3.1.) Une copie de l'arrêté d'autorisation est déposée à la mairie de VERDUN et peut y être consultée.

3.2.) Un extrait de cet arrêté, énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, est affiché à la mairie de VERDUN pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités est dressé par les soins du maire.

3.3.) Un avis est inséré, par les soins du préfet et aux frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le département.

Article 4. Le droit des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 5. La présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal Administratif de NANCY - 5, place de la Carrière - Case officielle n°38 - 54036 NANCY CEDEX. Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant. Le délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

Article 6. Le Secrétaire Général de la Préfecture de la MEUSE, le Maire de VERDUN, le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement, l'Inspecteur des Installations Classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera notifié à la société INEOS Chlor France et dont une ampliation sera adressée, pour information, à MM les Directeurs Départementaux de l'Équipement, de l'Agriculture et de la Forêt, des Affaires Sanitaires et Sociales et du Service départemental d'Incendie et de Secours, à M le Directeur Régional de l'Environnement, à M le Directeur du Service Interministériel des Affaires Civiles et Économiques de Défense et de la Protection Civile et à M le Sous-Préfet de VERDUN.

**BAR LE DUC, le 23 novembre 2001**  
**Le PRÉFET**  
Pour le Préfet,  
Le Secrétaire Général



**Charles-Edouard TOLLU**

Pour ampliation  
Le chef de bureau délégué

**Marie-José GAND**

